Loi sur la police cantonale

du 20 janvier 1953

Le Grand Conseil du canton du Valais

sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

Chapitre 1: Dispositions générales

Article premier Missions¹

La police cantonale a pour missions de veiller, dans les limites de la loi, au maintien de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publics ainsi qu'à la protection des personnes et des choses.

L'engagement de la police cantonale pour assurer l'exécution des lois, décrets, règlements et arrêtés n'est possible, sauf disposition légale expresse contraire, que pour la mise en oeuvre d'un moyen de contrainte. Demeurent réservés les cas de force majeure où un danger sérieux pour l'ordre public pourrait directement résulter de l'inobservation d'une prescription.

Art. 1a Violence domestique²

Lorsque la commission d'un acte de violence domestique est avérée ou vraisemblable, l'officier de service de la police cantonale est l'autorité compétente au sens de l'article 28b du Code civil suisse pour ordonner l'expulsion immédiate de l'auteur de l'atteinte, s'il est nécessaire d'agir sans délai et si aucune autre mesure moins contraignante n'est propre à écarter le danger eu égard à la situation de l'agresseur et de l'agressé.

La procédure est arrêtée dans l'ordonnance de la loi sur la police cantonale.

Art. 2 Subordination

Le corps de la police cantonale est organisé militairement. Il est placé directement sous l'autorité du Conseil d'Etat. Il dépend administrativement du Département de la sécurité et des institutions.

Art. 3 Composition³

La police comprend:

- a) la gendarmerie;
- b) la police de sûreté;
- c) les services généraux.

Son effectif est fixé par l'ordonnance.

Art. 4 Commandement. Etat-major

Le chef de la police cantonale porte le titre de commandant. Il a à sa disposition un état-major et le personnel de bureau nécessaire ordinairement recruté parmi les membres de la police cantonale.

¹ Nouvelle teneur selon la modification du 23 nov. 1995, en vigueur depuis le 1er mai 1996 (RO/VS 1996, 77 et 484)

² Introduit par la modification du 15 mars 2007, en vigueur depuis le 1er juil. 2007 (RO/VS, 2007, 149 et 493)

³ Nouvelle teneur selon la modification du 23 nov. 1995, en vigueur depuis le 1er mai 1996 (RO/VS 1996, 77 et 484)

550.1

- 2 -

Art. 5 Coopération des polices cantonale et communale

Les présidents de commune et les tribunaux de police peuvent requérir l'aide de la police cantonale lorsque la police communale est absente ou impuissante. Dans ce cas, la police cantonale peut aussi intervenir d'office; elle prend contact avec les autorités communales.

Les polices communales sont également tenues, en cas de besoin, de prêter aide à la police cantonale, si celle-ci le requiert.

Lorsqu'il y a coopération des deux polices dans une même action, c'est en principe la police cantonale qui assume la direction.

Art. 6 Collaboration

La collaboration entre les différents services de la police cantonale doit être complète et permanente.

Art. 7 Droit de réquisition⁴

Le droit de requérir les services de la police cantonale appartient:

a) en matière judiciaire:

au juge saisi, respectivement au président de la cour;

au ministère public;

b) en matière administrative:

au Conseil d'Etat;

au chef du département dont relève la sécurité;

aux préfets.

Art. 8 Ordonnance

Une ordonnance du Conseil d'Etat soumise à l'approbation du Grand Conseil fixe:⁵

a) les tâches et l'organisation de la police cantonale;

b) les attributions, les devoirs et les droits des membres du corps, les compétences disciplinaires;

c) le traitement, le logement, les indemnités et les congés;

d) l'armement, l'habillement, l'équipement du corps;

e) les mutations et les motifs de licenciement;

f) les mesures de prévoyances: accidents, maladies, retraite, y compris l'assurance des personnes dont l'aide a été requise par la police.

Chapitre 2: Engagement, instruction, avancement

Art. 9 Conditions d'admission

Pour être admis dans la gendarmerie, il faut:

a) être citoyen suisse;

b) être soldat suisse incorporé dans une des armes de l'élite;

c) en règle générale, ne pas être âgé de plus de 25 ans;

d) avoir une bonne instruction primaire et connaître si possible les deux langues du canton;

e) justifier d'une bonne conduite;

f) être d'une constitution saine et robuste et avoir, en règle générale, une taille de 170 cm au minimum.

⁴ Nouvelle teneur selon l'art. 47 ch. 7 de la loi d'application du code de procédure pénale suisse du 11 févr. 2009 (BO No 26/2010)

⁵ Nouvelle teneur selon la modification du 23 nov. 1995, en vigueur depuis le 1er mai 1996 (RO/VS 1996, 77 et 484)

Art. 10 Nomination

Le Conseil d'Etat nomme les officiers, sous-officiers et agents de la police cantonale sur la proposition du chef du Département de la sécurité et des institutions.

Les nominations sont faites pour la durée de quatre ans ou jusqu'à la fin de la période administrative en cours. L'engagement part de la date d'entrée comme aspirant. A défaut d'avertissement donné de part ou d'autre par écrit, trois mois avant leur expiration, les engagements sont considérés comme renouvelés de plein droit de quatre ans en quatre ans, sous réserve des dispositions spéciales prévues par le règlement d'exécution sur le licenciement, la démission, la révocation et la mise à la retraite.

Art. 11 Serment

Avant d'entrer en fonction, les membres du corps de la police cantonale prêtent le serment suivant devant le Conseil d'Etat:

«Je jure, par le nom de Dieu, d'être fidèle à la Constitution, d'obéir à mes chefs en tout ce qui concerne le service auquel je suis appelé, de remplir fidèlement tous les devoirs qui me sont imposés par les lois et règlements relatifs à mon service, de garder les secrets qui me sont confiés, de refuser tous dons ayant trait à l'exécution de mes fonctions et de ne faire usage de la force qui m'est confiée que pour le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.»

Art. 12 Démission

Tout agent qui démissionne ou qui est licencié par sa faute avant d'avoir accompli huit années de service est redevable à l'Etat d'une indemnité fixée par le règlement d'exécution.

Art. 13 Retraités

Les membres de la police cantonale mis au bénéfice de la retraite et âgés de moins de 70 ans peuvent être appelés par le Conseil d'Etat, lors de circonstances particulières, à accomplir un service spécial à la police cantonale. Dans ce cas, et pour la durée de ce service, ces agents retraités sont assimilés aux autres membres de la police cantonale en ce qui concerne le traitement.

Art. 14 Instruction

Des écoles de recrues, des cours de répétitions et des cours de perfectionnement préparent les agents et les cadres de la police à leur mission. Le commandant de la police cantonale a la direction générale de ces écoles et de ces cours dont il établit le programme d'instruction. Celui-ci doit être approuvé par le Conseil d'Etat. Les officiers, sous-officiers et agents de la police cantonale peuvent être astreints à suivre les cours de l'Institut suisse de police et d'autres cours similaires.

Art. 15 Promotions

L'avancement a lieu en tenant compte des aptitudes et des années de service. Il peut toutefois être dérogé à cette règle lorsque des mérites exceptionnels, des connaissances ou des fonctions spéciales le justifient.

550.1

- 4 -

Chapitre 3: Tâches et prestations communales

Art. 16 Tâches communales⁶

La police locale incombe à la commune qui peut l'exercer par une police communale.

Art. 16bis Collaboration des polices cantonale et communale⁷

Si les circonstances le justifient et contre rétribution, la police cantonale peut, par convention, s'acquitter de certaines tâches de police locale que la commune n'est pas en mesure d'accomplir, soit par ses propres moyens, soit au travers d'une entente intercommunale.

Le Conseil d'Etat arrête le tarif des émoluments perçus par la police cantonale en raison des prestations faites pour le compte de la commune en fonction:

- a) du principe de la pleine couverture des frais;
- b) d'un tarif horaire de 100 francs au plus par agent engagé sur le terrain et pour la rédaction des rapports;
- c) d'une indemnité de 1 franc par kilomètre de parcours;
- d) d'une facturation au prix coûtant des moyens spéciaux mis en oeuvre.

Le tarif horaire et l'indemnité kilométrique peuvent être adaptés une fois par an le 1er janvier, sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation du mois de décembre précédent.

Ces tarifs sont également valables pour des prestations que la police communale fournit au canton.

Art. 17 Prestations des communes

Par décision du Conseil d'Etat, les communes peuvent être chargées des frais de logement, de déplacement et même de traitements, lorsque l'envoi de la police a été déterminé par leur refus de se soumettre aux lois et aux ordres de l'autorité supérieure ou par suite de désordres graves.

Chapitre 4: Discipline et comportement

Art. 18 Secret professionnel

Les membres du corps de la police cantonale sont tenus de garder le secret sur les affaires de service. Cette obligation subsiste même après la cessation des rapports de service.

Art. 19 Déposition en justice

Les membres de la police cantonale ne peuvent déposer en justice, comme parties, témoins ou experts, sur les constatations se rapportant à leurs obligations ou faites en raison de leurs fonctions ou dans l'accomplissement de leur service, qu'avec l'autorisation du chef du Département de la sécurité et des institutions.

Cette autorisation est nécessaire, même après la cessation des rapports de service.

Le recours au Conseil d'Etat dans les vingt jours est réservé.

⁶ Nouvelle teneur selon la modification du 23 nov. 1995, en vigueur depuis le 1er mai 1996 (RO/VS 1996, 77 et 484)

⁷ Introduit par la modification du 23 nov. 1995, en vigueur depuis le 1er mai 1996 (RO/VS 1996, 77 et 484)

Art. 20 Activité hors service

Les membres de la police cantonale doivent tout leur temps à leurs fonctions. Ils ne peuvent accepter aucune fonction publique, ni exercer une autre profession ou activité lucrative.

Art. 21 Services spéciaux

Ils ne peuvent prétendre à aucun supplément de traitement du fait de services exceptionnels.

Art. 22 Flagrant délit

Les membres de la police cantonale peuvent, s'il y a péril en la demeure, appréhender toute personne:

- a) surprise en flagrant délit;
- b) qui cherche à fuir;
- c) qui entrave l'action de la police, notamment en détruisant les traces de l'infraction ou en se concertant avec d'autres personnes.

La personne appréhendée doit être remise sans délai au magistrat compétent.

Art. 23 Droit d'intervention

Si des indices sérieux font présumer qu'il se commet dans une maison un crime ou délit grave ou si l'on appelle au secours de l'intérieur, les membres de la police peuvent s'y introduire pour rétablir l'ordre. Dans ce cas, ils dressent un procès-verbal qui sera remis sans délai au magistrat compétent.

Art. 24 Visites domiciliaires

Les membres de la police cantonale peuvent, dans l'intérêt d'une enquête, visiter en tout temps les établissements accessibles au public, tels qu'ateliers, magasins, garages, cinémas.

Toutefois, dans les établissements tenus au secret professionnel, cette opération ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation du ministère public, à l'exception du cas de flagrant délit.⁸

Art. 25 Légitimation - Identification⁹

¹ Les membres de la police cantonale ont le droit d'exiger que toute personne qu'ils interpellent dans l'intérêt de leur service établisse la preuve de son identité. Ils doivent préalablement faire connaître leur qualité en présentant au besoin une pièce de légitimation.

² En dehors d'une procédure pénale, le commandant de la police cantonale est compétent pour ordonner, par prélèvement et analyse d'un profil d'ADN, l'identification d'une personne dans les cas prévus à l'article 6 de la loi fédérale sur les profils d'ADN.

Art. 26 Recours aux armes

En service, les membres de la police cantonale sont constamment armés.

L'usage des armes n'est autorisé qu'en cas de nécessité.

Il sera judiciaire et proportionné aux circonstances.

Dans l'exercice de ses fonctions, la police ne fera usage de ses armes que dans les cas suivants:

⁸ Nouvelle teneur selon l'art. 47 ch. 7 de la loi d'application du code de procédure pénale suisse du 11 févr. 2009 (BO No 26/2010)

⁹ Nouvelle teneur selon modification du 16 sept. 2004, en vigueur depuis le 1er mai 2005 (RO/VS 2005, 3 et 256)

550.1

- 6 -

1. lorsqu'elle est l'objet d'une attaque sérieuse ou que cette attaque est imminente;
 2. lorsqu'elle ne peut accomplir autrement son devoir, et notamment les ordres reçus, à la suite d'une opposition violente;
 3. lorsque des personnes ayant commis, ou étant fortement soupçonnées d'avoir commis un crime ou un délit grave, essaient de se soustraire à l'arrestation par la fuite;
 4. lorsqu'il s'agit d'empêcher un crime ou un délit grave.
- La police est tenue de porter secours à celui qu'elle a blessé. L'agent qui a dû faire usage de l'arme avise immédiatement le commandant par la voie de service.

Art. 27 Constatations par un agent

Les faits constatés personnellement par un agent de la police cantonale font foi, jusqu'à preuve du contraire, en matière de contravention aux lois administratives et de police.

Chapitre 5: Dispositions finales et transitoires

Art. 28 Abrogations

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, toutes les dispositions contraires sont abrogées, en particulier:

la loi du 30 mai 1894 sur la gendarmerie;

le règlement du 21 janvier 1896 sur la gendarmerie;

la loi du 30 novembre 1905 instituant la caisse de retraite pour la gendarmerie;

l'arrêté du 19 février 1907 concernant l'effectif de la gendarmerie;

le décret du 21 mai 1918 concernant la solde;

la décision du Grand Conseil du 22 mai 1920 concernant la solde de la police cantonale;

l'arrêté du 11 juin 1926 concernant la solde des agents de la sûreté;

la décision du Conseil d'Etat du 6 juillet 1928 concernant la solde;

la loi du 28 mai 1930 sur la police cantonale.

Art. 29 Dispositions d'application

La date de l'entrée en vigueur de la présente loi sera fixée par le Conseil d'Etat qui édictera les dispositions nécessaires à son application.¹⁰

Ainsi adoptée en seconds débats, en Grand Conseil, à Sion, le 20 janvier 1953.

Le président du Grand Conseil: **F. Imhof**

Les secrétaires: **Al. Theytaz, L. Stoffel**

¹⁰ Entrée en vigueur le 1er janv. 1955 (RO/VS, 1954, 11)